

**Délibération 2.2**  
**CONTRAT D'AGGLOMERATION DE LA CODAH 2015/2020**

**Intervention de Jean-Paul LECOQ**

Je ne peux pas, vous vous en doutez bien, rester silencieux concernant cette délibération, s'agissant ici de renouveler la participation du Département à un contrat d'agglomération s'inscrivant dans la durée et le développement pour le Grand Havre, berceau de future Métropole de l'Estuaire.

Ce nouveau contrat d'agglomération est doté d'une participation départementale de plus de 12 millions d'euros, représentant environ 11 % du coût global des opérations inscrites et prévoit la réalisation de projets utiles et attendus comme la rénovation du Muséum d'histoire naturelle, la création d'une cité numérique, le réaménagement du site de la Hève, la construction d'un centre des congrès ou encore la rénovation du gymnase Delaune à Gonfreville l'Orcher.

Nous en nous réjouissons et notre groupe votera bien entendu cette délibération.

Mais je veux surtout saisir cette occasion pour rappeler à tous, qu'après la table ronde organisée par l'Etat en juin autour du projet de Canal Seine Nord, les acteurs économiques et institutionnels présents n'ont pas obtenu les réponses qu'ils attendaient et, par conséquent ils ne sont nullement rassurés par les annonces gouvernementales et régionales en la matière. Pas plus que les annonces de la visite présidentielle de ce matin dans notre bonne ville du Havre.

Annonces qui se situent très en dessous des besoins, et sans commune mesure avec les 2 Milliards d'euros sur une facture prévisionnelle de 4,5 Milliards que l'Etat et les collectivités locales concernées dans le Grand Nord (allusion à la fusion des régions Nord Pas de Calais / Picardie) vont mettre sur la table pour la construction de ce canal.

Le Contrat de plan Etat Région va, dans le même temps et sur 5 ans, consacrer à l'axe Seine... 95 millions, (118.9 millions plus précisément en ajoutant les contributions des collectivités normandes)... Soit tout juste 6 % de la somme totale engagée pour le Canal.

Je crains que la petite musique gouvernementale du « tout va bien », hypnotique en la circonstance, ne finisse par endormir certains de nos parlementaires seinomarins qui devraient, à mon sens, continuer de se mobiliser avec ardeur pour obtenir les investissements nécessaires à l'avenir des ports normands et des emplois qui leur sont liés.

Je pense qu'il n'est nullement besoin de rappeler le retard considérable pris par nos ports en matière d'investissements fluviaux et ferroviaires, notamment en raison de l'absence d'une véritable volonté de l'Etat sous les différents gouvernements qui se sont succédés depuis 2002. A ce rythme, il faudrait un demi-siècle à nos ports pour pouvoir rivaliser avec l'empreinte écologique du canal...